

Septembre 2013

N° 111599

Contacts :
Damien Philippot
Esteban Pratviel
prenom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques :

Les Français et la protection sociale

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires



Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **976 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

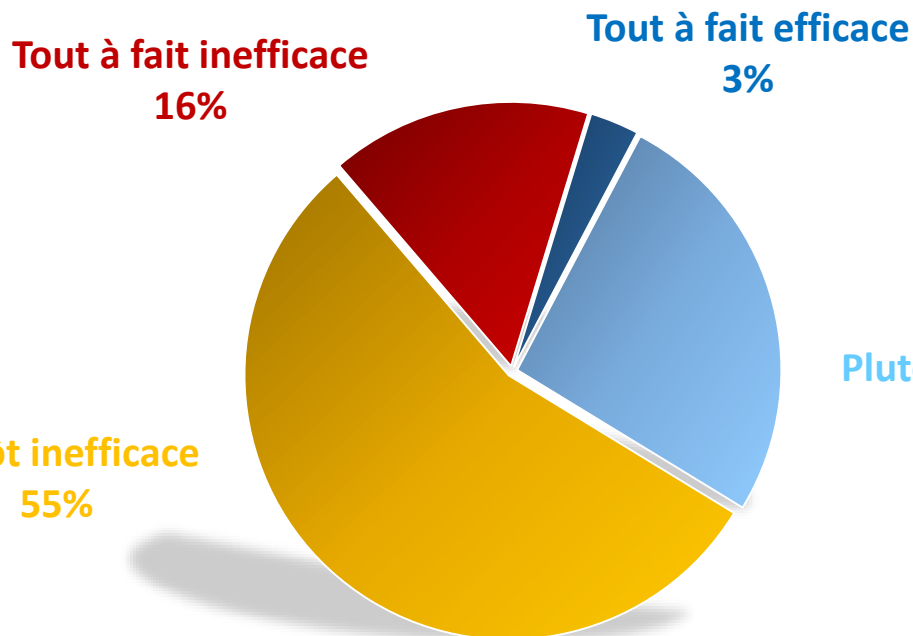
Du 18 au 20 septembre 2013

La perception globale de l'efficacité de la politique de protection sociale et de santé en France

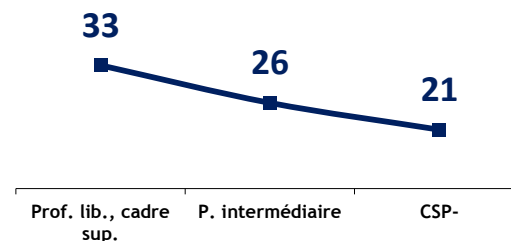
Question : Les dépenses de protection sociale et de santé représentent plus de la moitié de la dépense publique en France. Selon vous l'argent public consacré chaque année par la France à la politique de protection sociale et de santé est-il utilisé de manière efficace ou inefficace ?

TOTAL Inefficace
71%

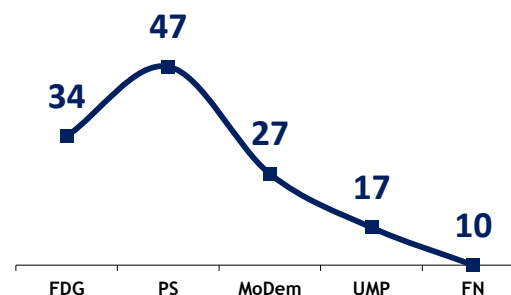
TOTAL Efficace
29%



Profession de l'interviewé

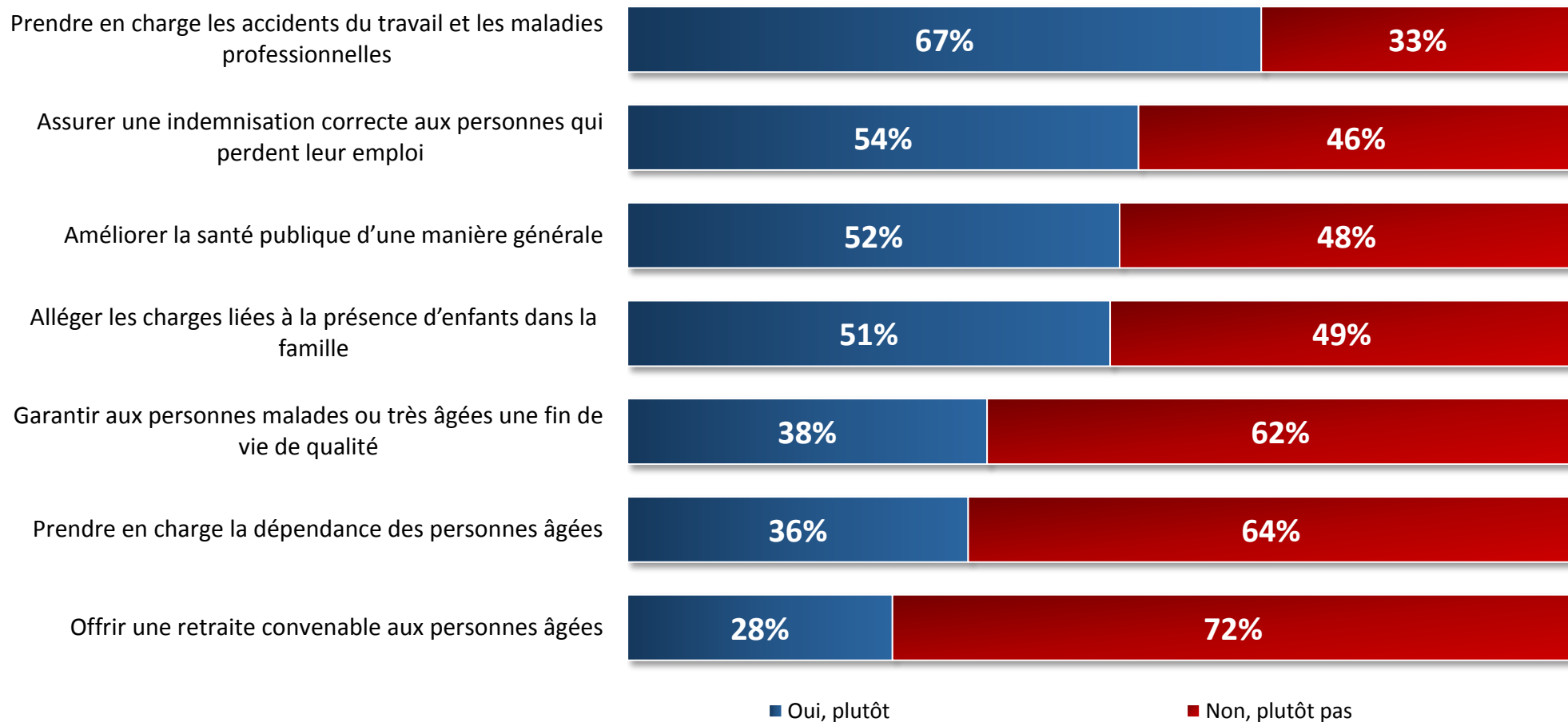


Proximité politique



La perception détaillée de l'efficacité de la politique de protection sociale et de santé en France

Question : Plus précisément, diriez-vous que les dépenses publiques faites actuellement en France dans le cadre de la politique de protection sociale permettent d'atteindre chacun des objectifs suivants ?



L'adhésion à différentes propositions concernant le financement de la protection sociale en France

Question : Le financement de notre système de protection sociale repose aujourd'hui très largement sur les revenus du travail via les cotisations sociales payées par les entreprises et les salariés. Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?

Les prestations dites universelles, famille et maladie, devraient être financées par l'impôt ou la CSG et non par les cotisations sociales

53%



47%

Les prestations dites contributives, retraites et chômage, devraient être financées exclusivement par les cotisations sociales

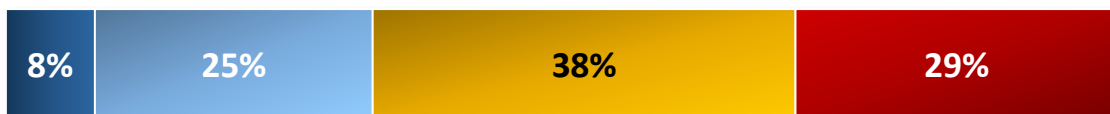
52%



48%

La priorité est de réduire les dépenses publiques de protection sociale et laisser plus de place aux assurances privées et aux mutuelles

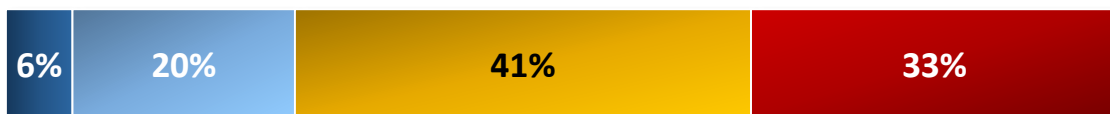
33%



67%

Il faut réduire les cotisations patronales, quitte à relever les cotisations à la charge du salarié, pour améliorer la compétitivité de nos entreprises

26%



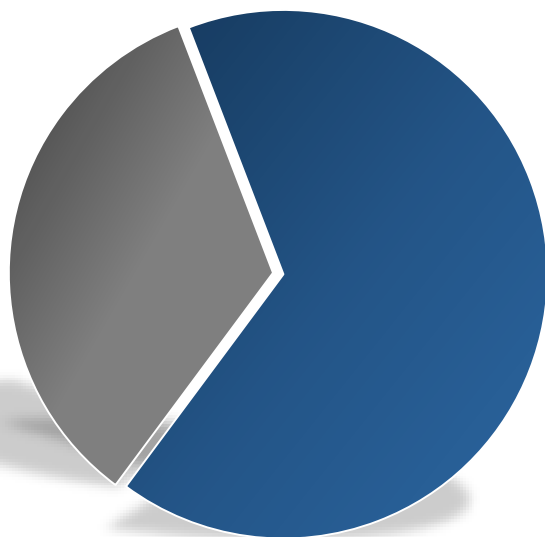
74%

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord

L'arbitrage entre l'augmentation des cotisations et la baisse du niveau de couverture sociale

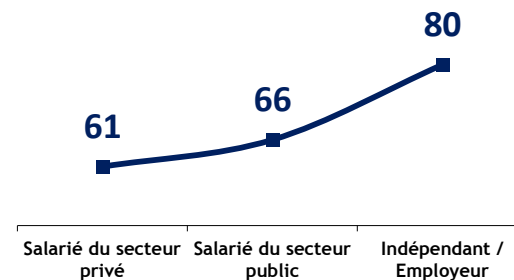
Question : Vous personnellement, si vous deviez faire le choix entre les deux propositions suivantes, à quoi seriez-vous le plus prêt ?

Payer plus pour la protection sociale et maintenir le niveau de couverture sociale des Français, dont le vôtre
66%

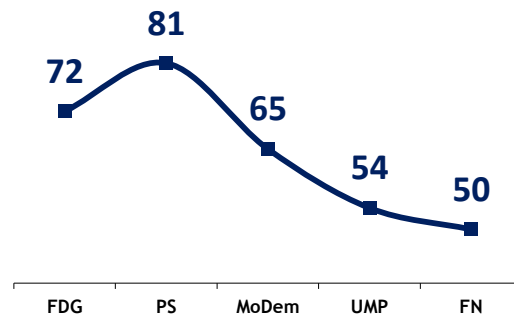


Payer autant voire moins pour la protection sociale et réduire le niveau de couverture sociale des Français, dont le vôtre
34%

Statut de l'interviewé



Proximité politique



Quelques semaines après les annonces du gouvernement concernant ses projets de réforme du financement des retraites, et alors que de premiers éléments sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2014 ont été présentés, l'Ifop a mené, pour le compte d'Acteurs Publics, une enquête sur les perceptions des Français quant à leur système de protection sociale et de santé.

Il ressort d'abord de cette étude qu'une large majorité des personnes interrogées estime que l'argent public consacré chaque année par le pays à sa politique de protection sociale et de santé est utilisé de manière inefficace (71%). A l'inverse, 29% portent un jugement positif. A titre de comparaison, rappelons que la même question posée au sujet de la seule politique de santé engendrait un résultat d'efficacité perçue supérieur (35%), de même que celle au sujet de la Défense nationale (49%) ; seule la formation professionnelle donnait un score encore plus minoritaire (24%). La « protection sociale » renvoie donc chez nombre de Français à une politique dispendieuse, ce qui ne semble guère étonnant dans un contexte où l'on convoque régulièrement les abus, les dépenses inutiles voire la fraude sociale dans le débat public. Sans surprise, les proches de la gauche apparaissent plus cléments que ceux de la droite, tout en restant minoritairement convaincus de l'efficacité de la dépense en matière de protection sociale et de santé (47%).

Au-delà de ces considérations générales, une analyse, risque par risque, de l'efficacité de la dépense publique permet de mieux considérer les forces et faiblesses du système français de protection sociale aux yeux des personnes interrogées. Ainsi, une majorité d'entre elles estime que l'objectif d'une prise en charge des accidents du travail ou des maladies professionnelles est atteint (67%).

De même, les jugements sont plutôt positifs s'agissant de trois autres objectifs : l'indemnisation correcte des personnes perdant leur emploi (54%), l'amélioration de la santé publique d'une manière générale (52%) et l'allègement des charges liées à la présence d'enfants dans la famille (51%). Le constat s'avère beaucoup plus sévère s'agissant de trois autres grandes finalités du système de protection sociale : 36% seulement des Français pensent qu'il permet de prendre en charge la dépendance des personnes âgées, 38% de garantir une fin de vie de qualité ou 28% d'offrir une retraite convenable aux personnes âgées. Une lecture des réponses selon la proximité politique illustre de nouveau le poids de l'affiliation partisane sur la perception du système de protection sociale : à l'exception notable de l'indemnisation du chômage, qu'ils jugent certainement trop généreuse, les sympathisants de l'UMP se montrent systématiquement plus négatifs sur la capacité du système à atteindre ses objectifs que les proches de la gauche. Les électeurs du Front National les suivent en général, sauf au sujet du chômage où ils adoptent les mêmes perceptions que les sympathisants de gauche.

Les Français semblent très partagés sur différentes propositions faites au sujet du financement de certains risques. Ainsi, 53% adhèrent à l'idée qu'il faudrait financer par l'impôt ou la CSG, et non par les cotisations, les prestations dites universelles, à savoir la famille et la maladie ; 52% penchent pour un financement exclusivement par les cotisations sociales des prestations dites contributives, retraites et chômage. L'opinion est en revanche beaucoup plus unanime sur d'autres propositions : ainsi, l'accord est très minoritaire sur l'idée de laisser plus de place aux assurances privées et mutuelles pour permettre une réduction des déficits (33%), ou encore sur la réduction des cotisations patronales quitte à relever celles des salariés en vue d'une plus grande compétitivité des entreprises (26%).

S'ils se montrent majoritairement sceptiques au sujet de l'utilisation qui est faite par les pouvoirs publics des fonds consacrés par la Nation à la politique de protection sociale et de santé, les Français s'avèrent majoritairement favorables à l'idée de payer plus pour la protection sociale afin de maintenir leur propre niveau de couverture et celui de la population (66%), une minorité choisissant à l'inverse une stabilisation ou une diminution des prélèvements en contrepartie d'une réduction du niveau de couverture (34%). Il est frappant de constater que c'est la tranche d'âge des 50-64 ans, tranche d'âge aux portes de la retraite, probablement inquiète au sujet de la capacité du système à maintenir le niveau des pensions, qui est la plus nombreuse à accepter de payer plus (71%). De manière assez cohérente avec les autres enseignements de l'enquête, les sympathisants de droite se montrent plus réticents que les proches de la gauche à une augmentation des dépenses de protection sociale (mais ils restent partagés : 54% des sympathisants UMP et 50% de ceux du FN la soutiennent).

Au final, cette enquête traduit l'ambivalence du sentiment des Français au sujet de leur protection sociale et de santé, marqué à la fois par un attachement fort à la pérennité du système et par une défiance manifeste à l'égard de l'efficacité de la gestion par les pouvoirs publics des fonds qu'y consacrent salariés, entreprises et contribuables.

Damien Philippot

Directeur des Etudes Politiques

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise - Ifop